

Poursuivre le combat car d'autres choix sont possibles

Alors que le mouvement social contre le projet de la réforme des retraites se poursuit avec le soutien de la population (60 % de soutien le 14 janvier), le gouvernement s'entête à vouloir imposer une réforme globale injuste. Il met en avant l'enjeu du financement, estimant que seule sa réforme permettrait de «sauver le système actuel».

Pour Solidaires Finances Publiques assurer et améliorer le financement du système par répartition et des pensions des fonctionnaires est possible.

- En arrêtant les suppressions d'emplois dans la Fonction publique. Les fonctionnaires par leurs cotisations sociales contribuent au financement de la retraite et plus globalement de la protection sociale.
- En mettant fin aux niches sociales évaluées à 90 milliards d'euros qui ne répondent en aucun cas à leurs objectifs initiaux (exemple le Crédit impôt compétitivité emploi transformé en allègement pérenne des cotisations sociales patronales).
- En augmentant les salaires, les rémunérations en mettant fin notamment au gel du point d'indice des fonctionnaires (applicable jusqu'en 2022).
- En mettant fin aux inégalités salariales entre les femmes et les hommes.
- En faisant le choix d'une politique fiscale redistributive (comme par exemple : mettre fin au prélèvement forfaitaire unique de 30 % sur les revenus financiers qui privilégie les plus riches).
- En luttant de façon efficace contre la fraude et l'évasion fiscales (80 milliards d'euros). Ce manque de recettes contribue à l'affaiblissement du financement de la protection sociale, des pensions de fonctionnaires et des militaires.

Solidaires Finances Publiques poursuivra et développera son action contre le projet du gouvernement en participant aux prochaines journées de mobilisation comme cela est le cas depuis le 5 décembre. Il nourrira le débat public sur la nécessité de conserver un système général par répartition et en particulier le Code des pensions des fonctionnaires.

LE 24 JANVIER est un nouveau temps fort de cette mobilisation légitime et nécessaire
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET MANIFESTATIONS